



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Face à l'extrême droite, agir collectivement

La montée en puissance de l'extrême-droite dans les urnes constatée lors des élections européennes et législatives de juin-juillet s'accompagne de discours de plus en plus décomplexés et d'actes violents visant parfois les universitaires et les étudiant-es.

L'un de nos collègues et camarades, connu pour ses engagements militants et qui avait déjà été menacé par l'extrême droite, a ainsi été victime le 17 septembre dernier d'une dangereuse dénonciation calomnieuse. Suite à un appel téléphonique anonyme à la police d'un homme expliquant qu'il retenait en otage une famille au domicile de notre collègue, plusieurs patrouilles ont débarqué en bas de la rue, réveillant les voisins. Ce type d'appel anonyme est une pratique extrêmement dangereuse qui a déjà conduit à des conséquences dramatiques par le passé.

Le 27 septembre, un étudiant syndicaliste a été agressé à proximité de l'université Paris Assas par des individus d'extrême-droite, entraînant pour la victime une hospitalisation et neuf jours d'arrêt. Plus tard dans la journée, une autre militante était intimidée par deux nervis après avoir signalé au service sécurité de l'université une distribution de tracts d'extrême-droite.

Sur les campus universitaires, des affiches à la gloire du Rassemblement National, de Zemmour ou de Pétain comme des tags menaçants sont de plus en plus souvent découverts. Ces actes qui ont tendance à se multiplier sur un certain nombre de campus ne doivent pas être pris à la légère et nécessitent une réaction particulièrement vigoureuse de toutes les organisations syndicales ou associatives ainsi que des institutions universitaires et judiciaires.

Par ailleurs, lors d'une audition à l'Assemblée nationale sur le sujet des bourses le 2 octobre dernier, certaines organisations étudiantes ont été victimes d'invectives de la part de députés du Rassemblement National entraînant la nécessité de rappels à l'ordre de la présidente de la commission des affaires culturelles et de l'éducation.

Le SNESUP-FSU invite les collègues à être vigilant-es, à réagir collectivement et à ne rien laisser passer.

Paris, le 8 octobre 2024

